GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE

2 3 DEC. 2004

DEPOT N° 2165

POWEO

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

Au capital de 1.100.000 Euros

Siège Social : Immeuble Le Monge, 22 place des Vosges, 92979 Paris La Défense Cedex

RCS Nanterre B 442 395 448

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 11 DECEMBRE 2003

Le 22/01/2004 Bordereau n°2004/82 Case n°43 Ext 682

Droits : 150 €

Total liquidé : quatre cent dix-sept euros

Le Contrôleur

L'an deux mille trois,

Le 11 Décembre,

A 12 heures,

Les actionnaires de la société Poweo, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 1.100.000 Euros, dont le siège est Immeuble le Monge, 22 place des Vosges, 92979 Paris la Défense Cedex, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, le 10 décembre 2003 à 12 heures, au siège social, sur convocation faite par le Président du Directoire, conformément aux statuts, par lettre simple adressée à chaque actionnaire nominatif.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'assemblée est présidée par Monsieur Antoine de Rochefort en sa qualité de Président du Conseil de Surveillance. Monsieur Antoine de Rochefort confie la présidence de la séance à monsieur Charles Beigbeder, président du Directoire.

Monsieur Frédéric Granotier, et Monsieur Charles Beigbeder les deux actionnaires représentant le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Guillaume James est désigné comme secrétaire.

Barbier Frinault et Associés, Commissaire aux Comptes titulaire, a été régulièrement convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception du 25 novembre 2003.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 990.950 actions sur les 1.100.000 actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dispose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- un exemplaire de la lettre envoyée aux actionnaires,
- La copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes,
- La feuille de présence, les formulaires uniques de vote par correspondance et procuration ainsi que la liste des actionnaires,
- Le rapport établi par le Directoire,
- Les rapports du Commissaire aux comptes,
- Un exemplaire des statuts de la Société,
- Le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1956

ORDRE DU JOUR

- Rapport du directoire ;
- Rapport spécial des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2003 ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Nomination de monsieur Jean-Paul Descours au conseil de surveillance ;
- Nomination de monsieur Antoine de Rochefort au conseil de surveillance ;
- Pouvoirs pour les formalités ;
- Transfert du siège social ;
- Modification de l'article 17.2 des statuts ;
- Modification de l'exercice social ;
- Modification corrélative de l'article 6 des statuts ;
- Modification de l'article 4 des statuts ;
- Augmentation de capital en numéraire d'un montant de 350 000 euros ;
- Délégation au Directoire pour réaliser l'augmentation de capital en numéraire d'un montant de 350 000 euros ;
- Augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés d'un montant de 10 000 euros ;
- Délégation au Directoire pour réaliser l'augmentation de capital réservée aux salariés ;
- Autorisation donnée au Directoire pour procéder à l'émission et l'attribution gratuite de 50.000 BCE au profit de salariés de POWEO ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BCE réservés aux salariés ;
- Pouvoirs pour l'exécution des décisions de l'assemblée et pour les formalités.

Le président donne lecture à l'Assemblée des rapports établis par le Directoire et par les Commissaires aux comptes.

Cette lecture terminée le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voies les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2003

Sous réserve de l'approbation des huitième et neuvième résolutions relatives à la modification de la date de clôture de l'exercice social, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de

quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Directoire et du rapport du Conseil de Surveillance, ainsi que du rapport général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 30 juin 2003, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2003, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations ressortant desdits comptes et rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Directoire de leur gestion pour l'exercice clos le 30 juin 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat

Sous réserve de l'approbation de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que les comptes annuels clos le 30 juin 2003 font apparaître une perte de 1.136.114 euros, et sur proposition du Directoire, décide d'affecter le montant de cette perte au compte « report à nouveau ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux Comptes établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-88 du Code de Commerce, prend acte dudit rapport et approuve tant les termes de ce rapport que les conventions qui s'y trouvent visées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Nomination de M. Jean-Paul DESCOURS au Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, ratifie la cooptation de Monsieur **Jean-Paul DESCOURS**, né le 11 juin 1950 à St Etienne et demeurant 63 route de Rueil, 78150 Le Chesnay, en qualité de nouveau membre du Conseil de surveillance, en remplacement de Madame Florence Abrahamian, démissionnaire.

L'assemblée prend acte de ce que la cooptation de Monsieur Jean- Paul DESCOURS a été décidée par le Conseil de surveillance, lors de sa réunion du 19 novembre 2003 et qu'il exercera ses fonctions pour une durée de 4 années, expirant lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelant à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2007.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Nomination de M. Antoine de ROCHEFORT au Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, ratifie la cooptation de Monsieur **Antoine FARGES DE ROCHEFORT SIRIEYX**, né le 23 avril 1967 à Paris et demeurant 28 rue Etienne Marcel, 75002 Paris, en qualité de nouveau membre du Conseil de surveillance, en remplacement de Monsieur Frédéric Granotier, démissionnaire.
L'assemblée prend acte de ce que la cooptation de Monsieur Antoine FARGES DE ROCHEFORT SIRIEYX a été décidée par le Conseil de surveillance, lors de sa réunion du 19 novembre 2003 et qu'il exercera ses fonctions pour une durée de 4 années, expirant lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelant à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2007.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Transfert du siège social

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, ratifie, conformément à l'article 4 des statuts de la Société, la décision prise par le Conseil de Surveillance le 19 novembre 2003 de transférer le siège social de la Société dans le même département, et ce :
Du : « *22, rue de l'Oasis, 92800 Puteaux* » ,

Au : « *Immeuble le Monge, 22, place des Vosges, 92979 Paris La Défense Cedex* ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

SEPTIEME RESOLUTION

Modification de l'article 17.2. des statuts

Sous réserve de l'adoption des cinquième et sixième résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide de modifier l'article 17.2. des statuts de la Société en supprimant le quatrième paragraphe dudit article relatif aux premiers membres du Conseil de Surveillance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

Modification de l'exercice social

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide de modifier la date de clôture de l'exercice social pour fixer celle-ci au 30 juin.

En conséquence, le premier exercice de la Société, ouvert le 7 juin 2002, prend fin rétroactivement au 30 juin 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

Modification corrélative de l'article 6 des statuts

Sous réserve de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide de modifier l'article 6 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er juillet et se termine le 30 juin de chaque année. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1959

DIXIEME RESOLUTION

Modification de l'article 4 des statuts

Sous réserve de l'adoption de la huitième résolution, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit :

*« **ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL***

Le siège social est fixé au 22, place des Vosges, Immeuble le Monge, 92979 Paris La Défense Cedex.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil de Surveillance, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Le Directoire peut transférer et supprimer, en France et à l'étranger, tous établissements, agences, succursales, bureaux et dépôts. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

Augmentation de capital en numéraire d'un montant de 350.000 euros

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire et après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social d'une somme de 350.000 euros pour le porter d'un montant de 1.100.000 euros à un montant de 1.450.000 euros, par l'émission de 350.000 actions nouvelles, d'un (1) euro de valeur nominale chacune.

Ces actions nouvelles seront émises au prix de souscription unitaire de 4,25 euros incluant une prime d'émission de 3,25 euros par action. La totalité de la prime d'émission d'un montant global de 1.137.500 euros sera affectée à un compte « *Prime d'émission* » inscrit au bilan de la Société, sur lequel porteront, dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les actionnaires, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale décide que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital et seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Les souscriptions seront reçues au siège social de la Société.

Les actions nouvelles devront être libérées en totalité lors de leur souscription par versements en numéraire ou par compensation avec une créance, certaine, liquide et exigible à l'encontre de la Société. A défaut de versement, à la date de la souscription, des sommes correspondant à la libération de celle-ci, la Société se réserve la possibilité, à tout moment, de ne pas prendre en compte ladite souscription. La Société restituera alors, sans intérêts ni indemnités, dans un délai raisonnable, les sommes qui lui auraient été adressées postérieurement à la date de souscription.

Pour les souscriptions libérées par versement en numéraire, lesdits versements seront déposés au siège social de la Société ou à la banque OBC.

La souscription sera ouverte le 18 décembre 2003 et clôturée le 06 janvier 2004.

Par application des dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, les actionnaires auront, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser cette augmentation de capital. Par conséquent, les titulaires des droits de souscription attachés auxdites actions auront, sur les actions nouvelles à émettre, un droit de souscription à titre irréductible qui s'exercera à raison de 7 actions nouvelles pour 22 actions anciennes.

Lorsque le nombre d'actions pouvant être souscrit, à titre irréductible, par un titulaire de droits préférentiels de souscription fait apparaître un rompus, ledit nombre sera automatiquement réduit au nombre entier immédiatement inférieur.

Pendant toute la durée de la souscription, les cessions de droits préférentiels de souscription interviendront dans les mêmes conditions que les cessions d'actions elles-mêmes et, de ce chef, seront soumises aux dispositions légales, réglementaires et statutaires.

Les actionnaires pourront renoncer individuellement à leur droit préférentiel de souscription au titre de la présente augmentation de capital en notifiant par lettre recommandée adressée à la Société ladite renonciation.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-133, les actions qui n'auront pas été souscrites à titre irréductible pourront l'être à titre réductible. Les actionnaires pourront ainsi, dans le cadre de l'augmentation de capital objet de la présente résolution, souscrire à titre réductible un nombre d'actions supérieur à celui auquel ils pourront souscrire à titre irréductible en vertu de leur droit préférentiel de souscription.

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1956

A l'issue de la période de souscription, les actions non souscrites à titre irréductible seront réparties entre les actionnaires ayant souscrit à titre réductible au prorata du nombre d'actions anciennes ou droits y afférents possédés par les souscripteurs, dans la limite de leur demande et sans attribution de fractions.

Les sommes versées en libération de souscriptions à titre réductible qui n'auront pu être servies seront remboursées aux souscripteurs par la Société, dans les meilleurs délais à compter de la réalisation de la présente augmentation capitale. Ce remboursement ne donnera lieu au versement d'aucun intérêt ni indemnités.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, ne permettent pas la souscription intégrale de l'augmentation de capital, le Directoire pourra, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, décider librement (i) soit de limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts de l'augmentation de capital objet de le présente résolution, (ii) soit de répartir les actions non souscrites, totalement ou partiellement, entre les personnes de son choix, actionnaires ou tiers. Le Directoire pourra utiliser dans l'ordre qu'il déterminera ces deux facultés ou l'une d'entre elles seulement.

Les actions non souscrites ne pourront en aucun cas être offertes au public.

Le Directoire pourra enfin, d'office, et dans tous les cas, limiter l'augmentation de capital au montant atteint si les actions non souscrites représentent moins de 3% de l'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DOUZIEME RESOLUTION

Délégation au Directoire pour réaliser l'augmentation de capital en numéraire d'un montant de 350.000 euros

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, sous réserve de l'adoption de la résolution qui précède :

autorise le Directoire, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant de 350.000 euros, à :

- imputer, s'il le juge utile, sur les primes constatées lors de l'émission des actions nouvelles, l'ensemble des frais et droits occasionnés par les opérations d'augmentation du capital social ;

- prélever sur ces primes d'émission les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social.

donne tous pouvoirs au Directoire pour recueillir les souscriptions et les versements exigibles, constater toute libération par compensation, prendre toutes mesures et accomplir toutes formalités pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital ainsi que pour modifier corrélativement l'article 8 des statuts de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TREIZIEME RESOLUTION

Augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés d'un montant de 10.000 euros

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, connaissance prise des dispositions de l'article L.225-129-VII du Code de Commerce modifié par la loi du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, et constatant que le capital social est entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social d'une somme de 10.000 euros par l'émission de 10.000 actions nouvelles de numéraire, d'un (1) euro de valeur nominale chacune.

Cette augmentation de capital, réservée aux salariés de la Société, est effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail.

Ces actions nouvelles seront émises au prix unitaire de 4,25 euros, soit avec une prime d'émission de 3,25 euros par action.

Elles seront libérées intégralement à la souscription. Chaque souscripteur devra libérer sa souscription en numéraire.

Les salariés de la Société feront leur affaire de la répartition entre eux des actions à souscrire. Ils établiront une liste des souscripteurs qui sera déposée au siège social dans le délai de souscription prévu, accompagnée du montant de leur souscription.

La souscription sera ouverte le 18 décembre 2003 et clôturée le 06 janvier 2004. Les souscriptions seront reçues au siège social de la Société.

Les versements seront déposés au siège social de la société ou à la banque OBC au plus tard le 06 janvier 2004. A défaut de versement, à la date de la souscription, des sommes correspondant à celle-ci, la Société se réserve la possibilité, à tout moment, de ne pas prendre en compte ladite souscription. La Société restituera alors, sans intérêts ni indemnités, dans un délai raisonnable, les sommes qui lui auraient été adressées postérieurement à la date de souscription.

L'Assemblée Générale décide que ces actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital et seront complètement

assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

L'Assemblée Générale décide de renoncer expressément au droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre au bénéfice des salariés.

L'augmentation de capital ne sera pas réalisée si le montant des souscriptions reçues n'atteint pas la totalité de l'augmentation de capital ou les trois quarts de cette augmentation, si le Directoire le décide.

Cette résolution est rejetée à l'unanimité.

QUATORZIEME RESOLUTION

Délégation au Directoire pour réaliser l'augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, sous réserve de l'adoption de la quinzième résolution, confère tous pouvoirs au Directoire pour informer les salariés de la Société, procéder à la création du Plan d'Epargne Entreprise, clore par anticipation la souscription dès que toutes les actions auront été souscrites, recueillir les souscriptions, recevoir les versements de libération, effectuer les dépôts de fonds dans les conditions légales, constater toute libération par compensation, s'il y a lieu, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée.

Le Directoire est autorisé à modifier corrélativement les statuts de la Société.

Cette résolution est rejetée à l'unanimité.

QUINZIEME RESOLUTION

Autorisation donnée au Directoire pour procéder à l'émission et l'attribution gratuite de 50.000 BCE au profit de salariés de POWEO

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, et constaté que les conditions prévues par l'article 163 bis G du Code Général des Impôts sont remplies par la Société, et sous réserve de l'adoption de la résolution suivante, autorise le Directoire, en vertu des dispositions de l'article L. 225-129, à procéder à l'émission et l'attribution gratuite au profit de salariés de la Société, en une ou plusieurs fois, d'un nombre total maximum de 50.000 bons de souscription d'actions revêtant les caractéristiques des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise dans les conditions prévues par l'article L. 228-95 du Code de Commerce et par l'article 163 bis G du Code Général des Impôts (ci-après dénommés les « **BCE** »), selon les modalités précisées ci-dessous :

1. Modalités d'exercice

Chaque BCE donnera le droit de souscrire, pendant la période d'exercice des BCE, à une (1) action de la Société d'une valeur nominale d'un (1) euro. Le prix de l'action souscrite en exercice du bon sera de 4,25 euros.

En application de l'article L. 228.95 du Code de Commerce, les BCE devront être émis dans le délai maximum d'un (1) an à compter de la présente assemblée et pourront être exercés dans un délai maximum de cinq (5) ans à compter de leur attribution.

Les BCE seront incessibles.

2. Renonciation au droit préférentiel de souscription

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-95 du Code de Commerce, les actionnaires de la Société renoncent expressément, au profit des titulaires de BCE, à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles lesdits bons donneront droit.

3. Pouvoirs délégués au Directoire

L'Assemblée Générale délègue au Directoire tous pouvoirs à l'effet notamment de :

- déterminer les attributaires des BCE parmi les salariés de la Société, en conformité avec les prescriptions de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts ;

- déterminer les modalités d'émission, le nombre de BCE à émettre, en une ou plusieurs tranches, à titre gratuit ;

- déterminer les conditions d'exercice des BCE par leurs titulaires, et notamment, la ou les dates d'exercice;

- prendre toute mesure en vue de préserver les droits des titulaires des BCE au cas où la Société procèderait à de nouvelles opérations financières susceptibles d'influer sur la valeur des titres auxquels donnent droit les BCE ;

- constater le nombre et le montant des actions émises par voie d'exercice des bons ;

- recueillir les souscriptions et les versements exigibles ;

- constater le montant de la ou des augmentations de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;

- et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire ou utile à la mise en œuvre de la présente autorisation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEIZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BCE réservés aux salariés

Sous réserve de l'adoption de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BCE, objet de la résolution précédente, et donne tous pouvoirs au Directoire aux fins de désigner les bénéficiaires de ces BCE parmi les salariés de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes certifiée conforme, pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi, qui en seront la suite ou la conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Le Scrutateur

Le Secrétaire

POWEO

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

Au capital de 1.100.000 Euros

Siège Social : Immeuble Le Monge, 22 place des Vosges, 92979 Paris La Défense Cedex

RCS Nanterre B 442 395 448

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 09 JANVIER 2004

L'an deux mille quatre,

Le 09 janvier,

A 11 heures,

Les actionnaires de la société Poweo, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 1.100.000 Euros, dont le siège est Immeuble le Monge, 22 place des Vosges, 92979 Paris la Défense Cedex, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, le 09 janvier 2004 à 11 heures, au siège social, sur convocation faite par le Président du Directoire, conformément aux statuts, par lettre simple adressée à chaque actionnaire nominatif.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

Monsieur Antoine de Rochefort, président du conseil de surveillance, confie la présidence de la séance à monsieur Charles Beigbeder, président du Directoire. L'assemblée est donc présidée par Monsieur Charles Beigbeder.

Monsieur Frédéric Granotier, et Monsieur Charles Beigbeder les deux actionnaires représentant le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Guillaume James est désigné comme secrétaire.

Barbier Frinault et Associés, Commissaire aux Comptes titulaire, a été régulièrement convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception du 23 décembre 2003.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 897.185 actions sur les 1.100.000 actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dispose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- un exemplaire de la lettre envoyée aux actionnaires,
- La copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes,
- La feuille de présence, les formulaires uniques de vote par correspondance et procuration ainsi que la liste des actionnaires,
- Le rapport établi par le Directoire,
- Un exemplaire des statuts de la Société,
- Le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Nomination des membres du Conseil d'Administration
- Confirmation des mandats des Commissaires aux comptes (titulaire et suppléant)
- Suppression de la clause d'agrément visée à l'article 12 des Statuts
- Création d'un droit de vote double au profit de certains actionnaires
- Modification du mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration et Directeur Général
- Refonte complète des Statuts
- Dissolution anticipée de la Société

Le président donne lecture à l'Assemblée du rapport établi par le Directoire.

Cette lecture terminée le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voies les résolutions suivantes :

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLE GENERALE ORDINAIRE :

PREMIERE RESOLUTION

Nomination des membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide, sous réserve de l'adoption des cinquième et sixième résolutions ci-après relatives au changement du mode de direction de la Société, de nommer en qualité de membres du Conseil d'Administration :

- Monsieur Charles BEIGBEDER, né le 20 avril 1964 à Neuilly sur Seine (92), de nationalité française, et demeurant 15 rue d'Ankara, 75016 Paris ;
- Monsieur Antoine FARGES de ROCHEFORT SIRIEYX né le 23 avril 1967 à Paris (75), de nationalité française, et demeurant 28, rue Etienne Marcel, 75002 Paris ;
- Monsieur Pierre Antoine GRISLAIN, né le 28 octobre 1950 à Paris (75), de nationalité française et demeurant 198, avenue Victor Hugo, 75116 Paris ;
- Monsieur Yves BARBIEUX, né le 27 mars 1938 à Tournai (Belgique), de nationalité française et demeurant 30, avenue Edouard Rod, 1007 Lausanne, Suisse ;
- Monsieur Jean Paul DESCOURS né le 11 juin 1950 à St Etienne (42), de nationalité française, et demeurant 63, route de Rueil, 78150 Le Chesnay ;

- Madame Carine BEIGBEDER, née le 09 mai 1973 à Paris (75), de nationalité française, et demeurant 15 rue d'Ankara, 75016 Paris.

Pour une durée de six (6) années expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle les mandats prendront fin.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Confirmation des mandats des Commissaires aux comptes (titulaire et suppléant)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide, sous réserve de l'adoption des cinquième et sixième résolutions ci-après relatives au changement du mode de direction de la Société, de confirmer le cabinet BARBIER FRINAULT ET AUTRES et Monsieur Philippe PEUCH-LESTRADE respectivement dans leurs fonctions de Commissaire aux comptes titulaire et de Commissaire aux comptes suppléant, pour la durée de leur mandat restant à courir.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

TROISIEME RESOLUTION

Suppression de la clause d'agrément visée à l'article 12 des Statuts

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide de supprimer la clause d'agrément en cas de cession ou de transmission d'actions de la Société, visée aux articles 12.2. à 12.5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décide en conséquence de modifier l'article 12 des Statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

*« **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DES ACTIONS – INDIVISIBILITE***

Les actions sont librement négociables dès leur émission selon les modalités prévues par la loi.

Elles demeurent négociables après dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus par la Société ou par un mandataire qu'elle aura désigné à cet effet.

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements". »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Création d'un droit de vote double au profit de certains actionnaires

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide d'attribuer un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

L'Assemblée Générale décide en conséquence de compléter l'article 13 des statuts en y ajoutant le paragraphe suivant :

*« **ARTICLE 13 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS***

(...)

Chaque actionnaire dispose en Assemblée d'autant de voix qu'il possède d'actions sous réserve des dispositions ci-après.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En outre, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd le droit de vote double qui lui est, le cas échéant, attaché. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou

d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus ci-dessus.

La fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Modification du mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration et Directeur Général

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide de modifier à compter de ce jour le mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration et Directeur Général régie par les articles L. 225-17 à L. 225-56 du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Refonte complète des Statuts

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, adopte, article par article, puis dans son ensemble le projet de Statuts qui lui est présenté par le Directoire et qui demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

Dissolution anticipée de la Société

L'Assemblée Générale, délibérant en application de l'article L225-248 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, et pris acte que les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2003, approuvés par l'assemblée générale mixte du 11 décembre 2003, font ressortir des capitaux propres d'un montant de 33.886 Euros inférieur à la moitié du capital, décide la dissolution anticipée de la société.

Cette résolution est rejetée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes certifiée conforme, pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi, qui en seront la suite ou la conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Le Secrétaire

Le Scrutateur

POWEO
Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 1.100.000 Euros
Siège Social : Le Monge, 22 place des Vosges, 92979 Paris la Défense Cedex
442 395b 448 RCS Nanterre

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 09 JANVIER 2004

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DE LA PLAINE DE FRANCE
Le 22/01/2004 Bordereau n°2004/82 Case n°44 Ext 684
[illegible] 75 €
Pénalité [illegible] 84 €
Total liquidé : cent cinquante-neuf euros
[illegible]
Le Contrôleur

L'an deux mille quatre,
Le 09 janvier,
A 13 heures,

Les membres du Conseil d'Administration de la société POWEO, société anonyme au capital de 1.100.000 euros divisé en 1.100.000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, dont le siège social est immeuble le Monge, 22 place des Vosges, 92979 Paris la Défense Cedex, se sont réunis en Conseil d'Administration pour la première fois depuis la modification du mode d'administration et de direction de la société par adoption de la formule à conseil d'administration et directeur général décidée par l'AGE du 09 janvier 2004.

Sont présents ou représentés:

- Monsieur Charles Beigbeder
- Monsieur Antoine de Rochefort
- Monsieur Pierre-Antoine Grislain
- Monsieur Yves Barbieux
- Monsieur Jean Paul Descours
- Madame Carine Beigbeder

Il est vérifié que chaque membre du Conseil remplit bien toutes les conditions d'exercice des fonctions de membre du conseil d'administration, et notamment : que lui-même ou la société qu'il représente, possède bien le nombre d'actions minimum exigé par l'article 13 des statuts ; qu'il jouit du plein exercice de ses droits et qu'en conséquence, il peut exercer valablement ses fonctions.

Il est constaté que tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés, et que le conseil peut, par conséquent, valablement délibérer.

A l'unanimité, Monsieur Charles Beigbeder, domicilié 15, rue d'Ankara, 75016 Paris, est élu président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur.

Monsieur Charles Beigbeder déclare accepter cette fonction.

La séance se poursuit sous la présidence de Monsieur Charles Beigbeder, Président du Conseil d'Administration, Monsieur Antoine de Rochefort étant désigné comme Secrétaire.

Puis, le Président rappelle que les questions à l'ordre du jour sont les suivantes :

1 : mode d'organisation de la direction générale ;
2 : nomination des directeurs généraux délégués ;
3 : rémunération du président directeur général ;
4 : constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant de 350.000 euros décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2003 ;
5 : approbation des comptes semestriels au 31 décembre 2003 ;
6 : mise en place d'un comité des rémunérations et d'un comité d'audit ;
6 : convocation de l'AGE ;
7 : pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

1. mode d'organisation de la direction générale

Le Président indique que conformément aux dispositions légales et à l'article 19 des statuts, le conseil doit opter pour l'un des deux modes d'exercice de la direction générale prévues par la loi, soit le cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général, soit la dissociation de ces fonctions.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide d'opter pour le cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général. En conséquence, Monsieur Charles Beigbeder, président, assumera sous sa responsabilité la direction générale de la société, pour une durée égale à celle de ses fonctions de président, et prend le titre de président-directeur général.

Monsieur Charles Beigbeder déclare accepter ces fonctions, et satisfaire aux conditions légales relatives au cumul du nombre des mandats d'administrateur, de directeur général, de membre du directoire.

2. nomination des directeurs généraux délégués

Sur proposition du président directeur général, le conseil d'administration nomme 3 directeurs généraux délégués, chargés d'assister le directeur général :

- Monsieur Denis Duyrat, demeurant, palais Juliette, 68 avenue E. Bieckert, 06000 Nice
- Monsieur Pierre Flahaut, 67, rue Parmentier, 78800 Houilles
- Monsieur Frédéric Granotier, 50 rue Louis Blanc, 92400 Courbevoie

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

pour une durée égale à celle des fonctions du directeur général.

3. Rémunération du Président Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués;

- Le conseil d'administration décide de fixer les émoluments annuels de Monsieur Charles Beigbeder à 100 000 euros en rémunération de ses fonctions et responsabilités.
- Le conseil d'administration précise que les Directeurs Généraux Délégués ne perçoivent pas de rémunération au titre de leurs fonctions de Directeurs Généraux Délégués, étant entendu qu'ils conservent leur rémunération inhérente à leurs contrats.

4. constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant de 350.000 euros décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2003 ;

Le Président rappelle la délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2003 ayant décidé une augmentation de capital de 350 000 euros par l'émission de 350 000 actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune au prix de souscription unitaire de 4,25 euros incluant une prime d'émission de 3,25 euros par action, à libérer lors de la souscription, en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société, de la totalité de leur valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission.

Cette souscription est réservée par préférence aux propriétaires d'actions anciennes ou aux cessionnaires ou bénéficiaires des droits de souscription attachés auxdites actions, à titre irréductible, à raison de 7 actions nouvelles pour 22 actions anciennes.

La souscription était ouverte du 18 décembre 2003 au 06 janvier 2004, les versements devant être effectués au siège social de la société ou à la banque OBC. L'ensemble des formalités de publicité prévues par les dispositions réglementaires a été régulièrement effectué.

Le Président constate que toutes les souscriptions ont été libérées en espèces et les fonds versés ont été déposés à la banque OBC, laquelle a établi le certificat du dépositaire prévu par la loi le 09 janvier 2004.

Les souscriptions ont été effectuées par :

Nom	Souscription en actions	Souscription en euros
Gravitation	31 916	135 643,00
Charles Beigbeder	35 294	149 999,50
Frédéric Granotier	7 500	31 875,00
Anne Granotier	3 000	12 750,00
Patrice Noirot Nerin	3 484	14 807,00
Alexis Manuel	5 000	21 250,00
François James	7 500	31 875,00
Guillaume James	5 000	21 250,00
Martine James	7 500	31 875,00
Pierre Mastalski	3 530	15 002,50

FRENCH REPUBLIC
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

François Austruy	220	935,00
Yves Barbieux	4 000	17 000,00
Alban Debeaupuis	3 000	12 750,00
Charles Eon	3 200	13 600,00
Gaël Deballe	600	2 550,00
Pierre Flahaut	2 350	9 987,50
Charles Henri Gay	3 000	12 750,00
Pierre Granotier	2 823	11 997,75
Christian Paternot	2 000	8 500,00
Damien Granotier	1 000	4 250,00
Jérôme Granotier	706	3 000,50
Marjolaine Granotier	235	998,75
Benoit Descours	477	2 027,25
Charles Cuypers	318	1 351,50
Julien Schoenlaub	17 647	74 999,75
Fabrice Henry	4 706	20 000,50
Arnaud Tourtoulou	238	1 011,50
Marc-Antoine d'Halluin	2 350	9 987,50
Philippe de la Vilardière	300	1 275,00
Jacques Chenain	897	3 812,25
EricToulemonde	1 200	5 100,00
Sébastien Aguettant	1 170	4 972,50
Evrard de Villeneuve	238	1 011,50
François Dubrule	238	1 011,50
Charles Kopff	3 000	12 750,00
Emmanuel Henrion	238	1 011,50
François de la Villardière	238	1 011,50
Gaspard de Chavagnac	438	1 861,50
Nicolas Crespelle	238	1 011,50
Emmanuelle Hocquard	659	2 800,75
Bertrand Pullès	119	505,75
Pénélope Pullès	119	505,75
Maud Droguere-Poncelet	2 000	8 500,00
Jérôme Knaepen	47 060	200 005,00
Sonia Knaepen	23 530	100 002,50
Christopher Descours	25 000	106 250,00
Alexandre Leymarie	8 000	34 000,00
Sylvain Favre Gilly	10 000	42 500,00
Hubert Hantute	3 600	15 300,00
Frédéric Noirot-Nerin	7 000	29 750,00
Guillaume Dian-Flon	6 500	27 625,00
Benoit Paget	3 529	14 998,25
Dominique Noirot-Nerin	3 529	14 998,25
Nicolas Milko	3 530	15 002,50
Thierry Malinur	1 175	4 993,75
Philippe Becht	100	425,00
Michel Douin	1 800	7 650,00
Cyril Moullé	1 400	5 950,00
Céline Jourdan	3 600	15 300,00
Martin Linais	4 706	20 000,50
André Attia	11 765	50 001,25
Stéphane Marchand	1 415	6 013,75
Jean Serge Boissavit	585	2 486,25
Emeline Boissavit	585	2 486,25
Karen Luong	1 000	4 250,00

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1959

Flore de Bouchony	600	2 550,00
Sophie de Menthon	1 800	7 650,00
Julien Le Tourneur d'Ison	500	2 125,00
Simone Mazzoni	1 000	4 250,00
Nicolas de Leudeville	300	1 275,00
Christophe Jaffry	2 350	9 987,50
Marina Cuypers	1 320	5 610,00
Jean-Paul Descours	150	637,50
Nicolas Renard	500	2 125,00
Jérémie Chaufour	500	2 125,00
Delphine Eyraud	470	1 997,50
Martin Descours	250	1 062,50
Claire Couinet	150	637,50
Emmanuel Austruy	450	1 912,50
Pénelope Roux	165	701,25
Daniel Ramsauer	50	212,50
Sébastien Morel	350	1 487,50

Le Président remet aux administrateurs :

- les bulletins de souscription reçus des souscripteurs
- le certificat du dépositaire des fonds

Après avoir examiné l'ensemble des documents relatifs à cette augmentation de capital, le conseil d'administration constate :

- que les 350 000 actions nouvelles de 1 euro chacune composant la totalité de l'augmentation de capital de 350 000 euros ont été entièrement souscrites au moyen de 82 bulletins de souscription.

- Que les souscriptions ont été libérées en espèces, dans les conditions fixées par l'assemblée générale ainsi que l'atteste le certificat établi par la banque OBC, dépositaire des fonds, dont un exemplaire est annexé aux présentes.

Par suite, les 350 000 actions nouvelles de 1 euro chacune ayant été entièrement souscrites et libérées des sommes exigibles dans les conditions de l'émission, l'augmentation de capital de 350 000 euros décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2003 est définitivement réalisée à ce jour.

En conséquence, le conseil d'administration constate que la modification de l'article 7 des statuts décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2003 est définitive, ledit article étant désormais libellé comme suit :

« ***ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL***

Le capital social est fixé à la somme de un million quatre cents cinquante mille (1.450.000) euros divisé en un million quatre cents cinquante mille (1.450.000) actions d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, toutes entièrement libérées. »

5. Approbation des comptes au 31 décembre 2003 ;

Le Conseil d'Administration approuve les comptes au 31 décembre 2003. Ces comptes font ressortir :

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

- un total bilan de 4.368.264 euros
- des capitaux propres de (974 665) euros
- un résultat courant avant impôts de (1.008.550) euros

6. mise en place d'un comité des rémunérations et d'un comité d'audit

Le Conseil d'Administration décide de mettre en place, à partir d'aujourd'hui, un comité des rémunérations et un comité d'audit. Le rôle du comité des rémunérations sera de définir la rémunération des dirigeants et de définir les grandes orientations de la politique salariale de POWEO. Le rôle du comité d'audit sera d'apprécier la qualité du contrôle interne au sein de la société. Il disposera d'un contact privilégié et direct avec le commissaire aux comptes.

Les membres du comité des rémunérations sont : monsieur Pierre-Antoine Grislain, monsieur Jean Paul Descours, monsieur Yves Barbieux. La durée de leurs fonctions au sein de ce comité n'excédera pas la durée de leur mandat d'administrateur.

Les membres du comité d'audit sont : madame Carine Beigbeder et monsieur Antoine de Rochefort. La durée de leurs fonctions au sein de ce comité n'excédera pas la durée de leur mandat d'administrateur.

7. Convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire

Le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires pour le 26 janvier 2004 à 18 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du conseil d'administration ;
- Rapport spécial des commissaires aux comptes ;
- Autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter le capital en numéraire d'un montant de 1 500 000 euros avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés d'un montant de 5 000 euros ;
- Délégation au conseil d'administration pour réaliser l'augmentation de capital ;
- Autorisation donnée au conseil d'administration pour procéder à l'émission et l'attribution gratuite de 100.000 bons de souscription d'actions revêtant les caractéristiques des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de Poweo ;
- Pouvoirs pour l'exécution des décisions de l'assemblée et pour les formalités.

Le Conseil d'Administration arrête ensuite les termes du rapport qu'il présentera à cette assemblée ainsi que le texte des résolutions qui seront proposées au vote des actionnaires.

8. **Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités ;**

Le conseil d'administration donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et les membres du conseil d'administration présents.

Monsieur Charles Beigbeder
Président du Conseil d'Administration

Monsieur Pierre Antoine Grislain
Administrateur

Monsieur Antoine de Rochefort
Secrétaire et administrateur

Monsieur Yves Barbieux
Administrateur

Madame Carine Beigbeder
Administrateur

Monsieur Jean Paul Descours
Administrateur

BANQUE OBC
ABN·AMRO
ODIER BUNGENER COURVOISIER
57 AVENUE D'IENA · 75116 PARIS

DUPLICATA

MB/VR

ATTESTATION

D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Nous soussignés, BANQUE OBC - ODIER BUNGENER COURVOISIER, Société Anonyme au Capital de €. 60.000.000,- dont le siège social est à Paris 16ème, 57 avenue d'Iéna, représentés par **Stéphane MATHELIN MOREAUX, Directeur et Muriel BERNOUSSI, Sous Directeur**.....

Certifions,

avoir reçu pour le compte de la société anonyme

POWEO

au capital de **€. 1.100.000,-**

dont le siège social est : **22 rue de l'Oasis – 92800 PUTEAUX**
siège social prochainement transféré au **22 place des Vosges – Immeuble Le Monge – 92979 PARIS LA DEFENSE CEDEX** (selon procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 11 décembre 2003)

une somme de **€ 1.487.500,- (UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE CINQ CENT EUROS) dont 1.137.500 de prime d'émission** versée par virements et par chèques acceptés par nous sous réserve de bonne fin d'encaissement.

Cette somme représentant selon les termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2003 le versement à l'augmentation de capital de la société a été créditée au compte de la société, ouvert dans nos livres sous le N° 124250 00005.

Fait à Paris,
Le 9 janvier 2003

Muriel BERNOUSSI
Sous-Directeur

Stéphane MATHELIN MOREAUX
Directeur

DELIVREE EN 3 EXEMPLAIRES

POWEO

Société Anonyme
au capital de 1.100.000 Euros
Siège social : Immeuble Le Monge, 22 place des Vosges
92979 Paris La Défense Cedex

RCS Nanterre 442 395 448

STATUTS

Certifié conforme par le PDG

Statuts mis à jour au 10 janvier 2004

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions représentant le capital et de celles qui pourront être ultérieurement créées, une société anonyme (ci-après la « **Société** »), régie par les lois et réglements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, dans le respect des législations et réglementations applicables, tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement :

- l'exercice, à destination d'une clientèle privée, professionnelle et publique, de toutes activités se rapportant à l'énergie et à l'environnement, notamment aux secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau. Ces activités incluent, de façon non limitative, le négoce, le courtage, l'intermédiation, le transport, la distribution, la commercialisation, la production et le stockage de tous produits d'énergie et matières premières.

  Elles incluent également toutes prestations d'arbitrage, de développement et commercialisation de produits complexes dérivés et de couverture, d'aggrégation, de gestion d'équilibre, et de conseil, notamment mais non exclusivement en matière d'optimisation de consommation d'énergie, relatives aux secteurs de l'énergie et de l'environnement, et toutes prestations de *« facility management »* qui désignent les divers services généraux ou collectifs fournis aux grands ensembles immobiliers, industriels, tertiaires et aux particuliers.

- l'acquisition, la cession, l'exploitation, la licence de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle se rapportant directement ou indirectement, à l'objet social ;

- la participation, directe ou indirecte, à toutes opérations industrielles, financières, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à son objet social, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, commandite, fusion, alliance, joint venture, société en participation ou autrement ;

Et, plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement, en particulier, s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou par tout autre moyen, à toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : **POWEO**.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société destinés aux tiers, doivent être indiquées la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé : **Immeuble Le Monge, 22 place des Vosges, 92979 Paris La Défense Cedex**.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, et partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de un million quatre cents cinquante mille *(1.450.000)* euros divisé en un million quatre cents cinquante mille *(1.450.000)* actions d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, toutes entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires est seule compétente pour décider une augmentation ou une réduction de capital. Elle peut déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, une augmentation ou une réduction du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

9.1 Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime

d'émission. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Conseil d'Administration en conformité avec la loi, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial et dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze (15) jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par tous moyens et, notamment par télécopie, par e-mail, par courrier ou par lettre remise en mains propres, ou par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

9.2 A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Conseil d'Administration, les sommes exigibles seront productives, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure, d'un intérêt de retard, calculé jour par jour à partir de la date d'exigibilité, au taux de l'intérêt légal majoré de deux points, le tout sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions doivent obligatoirement revêtir la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS – INDIVISIBILITE

Les actions sont librement négociables dès leur émission selon les modalités prévues par la loi.

Elles demeurent négociables après dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus par la Société ou par un mandataire qu'elle aura désigné à cet effet.

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

12.1 Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quelqu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales des actionnaires par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales des actionnaires. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée dont les convocations seraient émises plus de huit (8) jours après la réception de ladite lettre.

12.2 Chaque actionnaire dispose en Assemblée d'autant de voix qu'il possède d'actions sous réserve des dispositions ci-après.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En outre, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd le droit de vote double qui lui est, le cas échéant, attaché. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus ci-dessus.

La fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué.

ARTICLE 13 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

13.1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de dix-huit (18) au plus.

13.2 Une personne morale peut être nommée administrateur. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente.

En cas de décès, démission ou révocation de son représentant permanent, la personne morale administrateur est tenue de notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cette cessation de mandat, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Le mandat du représentant permanent doit être confirmé lors de chaque renouvellement du mandat de la personne morale administrateur.

13.3 L'acceptation et l'exercice du mandat d'administrateur entraînent l'engagement, pour chaque intéressé, de satisfaire aux conditions et obligations requises par les lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne les cumuls de mandats.

13.4 Chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins une (1) action dans le capital de la Société.

Si, le jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois (3) mois.

ARTICLE 14 – NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

14.1 La durée des fonctions des administrateurs est de six (6) années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Les administrateurs sont rééligibles.

L'âge limite pour l'exercice des fonctions d'administrateur personne physique, ou de représentant permanent d'administrateur personne morale, est fixé à soixante-dix (70) ans. Lorsqu'un administrateur dépasse cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale des actionnaires.

14.2 En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à ratification de la plus proche Assemblée Générale Ordinaire.

Si la nomination d'un administrateur faite par le Conseil n'est pas ratifiée par l'Assemblée, les actes accomplis par cet administrateur et les délibérations prises par le Conseil antérieurement, n'en demeurent pas moins valables.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois (3), les membres restants doivent convoquer immédiatement une Assemblée Générale ordinaire des actionnaires en vue de nommer un ou plusieurs nouveaux administrateurs afin de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre administrateur ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 15 - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration nomme un président parmi ses membres personnes physiques qui porte le titre de « Président du Conseil d'Administration ».

Le Conseil d'Administration, s'il le juge utile, peut élire parmi ses membres, un ou plusieurs Vice-Président(s) et complèter son bureau, en nommant un Secrétaire qui peut être pris en dehors du Conseil d'Administration et des actionnaires. Le ou les Vice-Président(s) et le Secrétaire demeurent en fonction pendant le temps déterminé par le Conseil d'Administration, sans que cette durée puisse, s'il y a lieu, excéder celle de leur mandat d'administrateur.

La qualité de Vice-président ne comporte aucune attribution particulière en dehors de la présidence des séances du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales en cas d'absence du Président du Conseil ou de l'administrateur temporairement délégué dans ses fonctions conformément aux dispositions du Code de commerce.

En cas d'absence du Président et, le cas échéant, de l'administrateur temporairement délégué dans ses fonctions et du ou des Vice-Présidents, le Conseil désigne, pour chaque séance, celui de ses membres présents qui préside celle-ci. En cas d'absence du Secrétaire, le Conseil d'Administration désigne un de ses membres ou un tiers pour le suppléer.

Le Président, le ou les Vice-Présidents et le Secrétaire sont rééligibles.

ARTICLE 16 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

16.1 Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige au lieu indiqué dans la convocation.

Les convocations sont faites par le Président par tous moyens, trois (3) jours à l'avance ; elles peuvent aussi intervenir intervenir verbalement si tous les administrateurs en sont d'accord.

Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé. Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Tout administrateur peut donner, par écrit, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'Administration.

16.2 Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Le Conseil d'Administration a la faculté de permettre aux administrateurs de participer aux délibérations du Conseil par visioconférence dans les conditions et selon les modalités prévues par la règlementation en vigueur.

16.3 Les délibérations du Conseil d'Administration sont actées par procès-verbal signé par le président de séance et au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, le ou les Directeurs Généraux Délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 17 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

17.1 Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

17.2 Lors de la nomination ou du renouvellement du mandat du Président, le Conseil d'Administration doit fixer le mode d'exercice de la direction générale de la Société qui est assurée soit par le Président, soit par une autre personne physique nommée à cet effet par le Conseil qui porte le titre de « Directeur Général ».

Cependant, le Conseil d'Administration peut procéder, sur ses seules décisions et à tout moment, au changement de mode d'exercice de la direction générale ; cette décision n'entraîne pas une modification des statuts.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions fixées par décret.

17.3. Le Conseil peut instituer des comités dont il fixe la composition et les attributions et qui ont pour vocation de l'assister dans ses missions. Les comités, dans leur domaine de compétence, émettent des propositions, recommandations et avis selon le cas.

17.4. Le Conseil autorise, dans les conditions légales, les conventions autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce, étant précisé qu'il est interdit à la Société de consentir des prêts, découverts, cautions ou avals au profit des personnes visées à l'article L. 225-43 du Code de commerce.

ARTICLE 18 – PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

18.1 Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

L'acceptation et l'exercice des fonctions de Président entraînent l'engagement pour l'intéressé de satisfaire aux limitations légales relatives aux cumuls de mandats.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Le Conseil d'Administration peut le révoquer à tout moment.

18.2 La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président est fixée à soixante-dix (70) ans. Lorsque le Président dépasse cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée; elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

ARTICLE 19 – DIRECTION GENERALE

19.1 La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de « Directeur Général ».

Lorsque le Président du Conseil d'Administration assume la direction générale de la Société, les dispositions du présent article lui sont applicables; il porte alors le titre de « Président Directeur Général ».

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Les décisions du Conseil d'Administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

19.2 Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

La durée des fonctions du Directeur Général est librement fixée par le Conseil d'Administration et ne peut excéder la durée du mandat d'administrateur telle que fixée à l'article 14 ci-dessus, si le Directeur Général est également administrateur.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Directeur Général est fixée à soixante-dix (70) ans. Lorsque le Directeur Général atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut procèder, à titre provisoire, à la nomination d'un Directeur Général dont les fonctions prendront fin à la date où le Directeur Général est de nouveau à même d'exercer ses fonctions.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume également les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

19.3 Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de « Directeur Général Délégué ».

Le nombre maximum des Directeurs Généraux Délégués est fixé à cinq.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués.

Les Directeurs Généraux Délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Directeur Général Délégué est fixée à soixante-dix (70) ans. Lorsqu'un Directeur Général Délégué atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le ou les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à nomination du nouveau Directeur Général.

ARTICLE 20 – REMUNERATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GENERALE

Les membres du Conseil d'Administration peuvent recevoir, à titre de jetons de présence, une rémunération annuelle dont le montant global est déterminé par l'Assemblée Générale et maintenue jusqu'à nouvelle décision d'une autre assemblée.

Le Conseil d'Administration répartit librement entre ses membres ces jetons de présence. Il peut également allouer aux administrateurs membres des comités prévus à l'article 17.3. une part supérieure à celle des autres administrateurs.

Le Conseil d'Administration détermine les rémunérations fixes ou proportionnelles ou à la fois fixes et proportionnelles à attribuer au Président ou aux Vice-Présidents, au Directeur Général et, avec l'accord du Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués.

Le Conseil d'Administration fixe également la rémunération de l'administrateur temporairement délégué dans les fonctions de président, ainsi que, dans les conditions prévues par le Code de commerce, les rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Le premier commissaire aux comptes titulaire est le cabinet Barbier Frinault et Autres, 41 Rue Ybri, 92576 Neuilly sur Seine, représenté par Madame Isabelle Santenac.

Le premier commissaire aux comptes suppléant est Monsieur Philippe Peuch-Lestrade, demeurant 41 Rue Ybri, 92576 Neuilly sur Seine.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

22.1 Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués ou l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé, tel que défini ci-dessus, est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. S'il est membre du Conseil d'Administration, il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

22.2 Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et au commissaire aux comptes. Cette liste doit aussi être tenue à la disposition des actionnaires au siège social quinze (15) jours au moins avant l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

ARTICLE 23 - ASSEMBLEES GENERALES

23.1 Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation. La Société est tenue, trente (30) jours au moins avant la réunion de toute assemblée, de publier au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) un avis de réunion contenant les mentions prévues par les textes en vigueur.

La convocation des Assemblées Générales est réalisée par l'insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et, en outre, au Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires (BALO).

Toutefois, les insertions prévues à l'alinéa précédent peuvent être remplacées par une convocation faite, aux frais de la Société, par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions mentionnées à l'article 120-1 du Décret du 23 mars 1967 à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

23.2 Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales.

Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée est subordonné à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de la Société cinq (5) jours au moins avant la date de réunion de l'Assemblée. Toutefois, le Conseil d'Administration a la faculté de réduire ce délai.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. Les actionnaires peuvent également participer et voter à toute Assemblée par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication permettant leur identification dans les conditions légales et réglementaires.

Tout vote par correspondance parvenu à la Société moins de trois (3) jours avant la date de l'Assemblée n'est pas pris en compte.

Lors de la réunion de l'Assemblée, la présence personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

23.3 Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration, ou en son absence, par le Vice-Président du Conseil ou un membre du Conseil spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration. A défaut, l'Assemblée élit elle-même le président de séance.

ARTICLE 24 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau composé du Président et des scrutateurs désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 25 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts en tout ou partie de leurs dispositions.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers des actions ayant le droit de vote et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 27 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné dans l'annexe aux comptes.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion qui comprend notamment un rapport sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 28 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut décider de prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 29 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par le commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 30 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 31 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux (2) ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation est soumise, le cas échéant, à l'approbation des assemblées d'obligataires et de l'assemblée des porteurs de parts bénéficiaires ou de parts de fondateur.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée ou en société civile est décidée à l'unanimité des actionnaires.

ARTICLE 32 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient notamment par l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires. Le ou les liquidateur(s) représente(nt) la Société. Il(s) est/sont investi(s) des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il(s) est/sont habilité(s) à payer les créanciers sociaux et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sauf dans le cas où l'actionnaire unique est une personne physique.

ARTICLE 33 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les actionnaires ou les membres du Conseil d'Administration, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.